

Une inquiétude croissante concernant l'impact des pesticides : analyse du débat public



© PAN Europe; MDRGF, France; Natuur en Milieu, Pays-Bas

Considérations Sociales liées à la Protection des Cultures – Numéro 3

Contexte et méthode

En 1962 le livre de Rachel Carson : *Printemps Silencieux*, fut l'un des premiers textes mettant en garde contre les effets nocifs des pesticides. Dès lors, Les pesticides devinrent un sujet de polémique. La réponse politique consista d'abord à mettre en place des mesures pour gérer les risques liés à la pollution de l'environnement, la présence de quantités élevées de pesticides dans les aliments (limites maximales de résidus ou LMR) et l'exposition des agriculteurs aux substances toxiques. L'objectif de cette étude consiste à analyser les arguments des différents acteurs engagés dans le débat public et l'évolution de ce débat au cours des dernières années. Nous avons effectué des recherches sur internet, étudié un certain nombre de documents et interrogé douze Organisations Non-Gouvernementales (ONG) leaders sur le sujet en France, aux Pays-Bas, en Suisse et au niveau européen.

Le débat public sur les pesticides est dominé par un petit nombre d'ONG qui militent auprès des institutions publiques pour obtenir un changement de la législation sur les pesticides

Dans tous les pays, le débat public est dominé par un petit nombre d'ONG, de tailles et d'idéologies différentes, qui établissent un réseau structuré pour pouvoir faire entendre leur voix au niveau national et européen. Leur façon d'aborder la question des pesticides varie selon les pays. Par exemple, certaines ONG font une analyse politique des pesticides qu'ils désignent comme les facteurs responsables de l'impact négatif de l'agriculture intensive, alors que d'autres ONG sont essentiellement préoccupées par la protection de la nature (voir Tableau 1). Ces différences n'empêchent pas ces ONG de partager des objectifs communs concernant la législation sur les pesticides, comme par exemple la mise en place d'un index de fréquence des traitements et une réglementation plus stricte en matière d'autorisation de mise sur le marché des pesticides. Ils militent également en faveur d'une agriculture alternative (Lutte Intégrée et agriculture biologique). Le débat sur les pesticides doit être soutenu par l'opinion publique si l'on souhaite que les politiques et les institutions publiques agissent. Le fait d'alimenter le débat public oblige les politiques à prendre leurs responsabilités.

Le cas de la Suisse

La situation suisse est particulière, puisque la production agricole intégrée a été mise en place à l'échelle nationale depuis 1993 grâce à un changement dans la politique agricole nationale, soutenu par un référendum en 1996. Les ONG Suisses sont donc moins revendicatives sur la question des pesticides. Ils concentrent leurs efforts sur le suivi de la politique agricole suisse et mènent occasionnellement des campagnes contre la vente et la promotion du paraquat, fabriqué par Syngenta, dans les pays du sud.

Tableau 1: Traitement de la question des pesticides par les ONG

NGO	PAN Europe (UE)	MDGRF (France)	France nature Environnement (France)	Stichting Natuur en Milieu (Pays-Bas)	Milieudéfense (Pays-Bas)
Position	L'agriculture intensive fondée sur l'utilisation des pesticides a un effet néfaste sur la santé humaine et l'environnement	Les fabricants de pesticides soutiennent l'agriculture intensive et participent à la pollution environnementale qui mettent tous deux en danger le développement rural	L'effet nocif des pesticides sur la faune et l'environnement doit être géré sans opposer les êtres humains à la nature	Le gouvernement a l'obligation de protéger l'environnement. De simples mesures en faveur de la préservation de la nature sont insuffisantes	L'environnement est une partie intégrante de la chaîne alimentaire et, à ce titre, la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement sont indissociables lorsqu'il s'agit de traiter de la question des pesticides
Lieux de débat et de lobbying	Institutions européennes	Le grand public et les institutions européennes	Le grand public par l'intermédiaire d'un réseau d'association de protection de la nature et des	Le grand public, les institutions nationales et européennes	Le grand public et les institutions européennes

Considérations Sociales liées à la Protection des Cultures – Numéro 3

			institutions nationales. Les institutions européennes ne sont pas directement visées mais la FNE fait partie du Bureau Européen de l'Environnement (BEE)		
--	--	--	--	--	--

Réduire les risques liés aux pesticides ou réduire l'utilisation ?

Ex Les ONG environnementales concentrent leurs efforts à réduire les risques liés à l'utilisation des pesticides. Leur action consiste à souligner l'impact environnemental des pesticides sur la biodiversité et l'eau, même si ces ONG concèdent qu'il est impossible de se passer des pesticides pour des raisons d'ordre économique, du niveau de connaissances et de formation des agriculteurs, et de la nécessité de combattre la faim dans le monde. Cependant, n'ayant pas observé de changements concrets dans les pratiques culturales et les politiques agricoles (malgré une volonté affirmée en faveur d'une démarche écologique), ces ONG ont radicalisé leur position. Depuis plusieurs années (variables selon les pays, mais globalement depuis 1986), ils mènent des campagnes beaucoup plus dures contre l'utilisation des pesticides.

Le débat public est désormais alimenté par les positions contradictoires de l'industrie agro-alimentaire, qui vise à réduire les risques liés aux pesticides sans remettre en question les pratiques culturales, et les ONG, qui réclament non seulement une réduction des effets nocifs des pesticides mais également une reconceptualisation de l'agriculture et une réduction de l'utilisation des pesticides. Depuis le lancement en 2000 de la Stratégie Thématique sur l'Utilisation Durable des Pesticides, les lobbies mènent leur combat au niveau européen.

Les ONG alimentent la controverse sur deux points :

- > Les substances qui doivent être interdites
- > L'efficacité des Bonnes Pratiques Agricoles à réduire l'impact environnemental des pesticides.

Ce débat reflète un désaccord profond sur la conception même du système agricole. Depuis 2004, de nouveaux venus ont renforcé la position des ONG en initiant un troisième débat sur l'impact à long terme des pesticides sur la santé humaine.

Débat sur l'impact des pesticides sur la santé humaine

Ces nouveaux venus dans le débat sont des ONG travaillant dans le secteur de la Santé Publique et bénéficiant du soutien de médecins et d'associations. Ils contribuent à sensibiliser le public à travers les résultats d'études cliniques illustrant l'impact des produits chimiques sur la santé humaine, et soulignent les lacunes en matière de connaissances dans ce domaine.

Cette méconnaissance concerne principalement:

- > L'impact des combinaisons de substances chimiques contenues dans un même produit ou aliment.
- > L'effet cumulé des pesticides sur la santé humaine (en particulier sur les populations les plus vulnérables, comme par exemple les femmes enceintes).

Les ONG réclament l'application d'un principe de précaution, une modification des seuils LMR et une généralisation de la Lutte Intégrée. Ils contribuent à étendre le débat au-delà de la communauté agricole (affaiblissant ainsi la position des parties ayant un intérêt à promouvoir l'utilisation des pesticides) en réclamant une réduction globale de l'utilisation des pesticides, notamment dans le cadre d'un usage domestique. A l'heure actuelle, à chaque fois qu'un médecin intervient sur la question de l'impact des produits chimiques et de l'alimentation sur la santé humaine, que ce soit dans un livre ou dans une émission télévisée, il renforce la crédibilité des arguments sur les effets nocifs des pesticides.

Tensions avec les agriculteurs

A l'origine, les ONG concentraient leurs efforts sur le lobbying des institutions et ne cherchaient pas à développer des réseaux dans le monde agricole ou au sein de l'industrie agro-alimentaire. Cependant, dernièrement un certain nombre d'ONG, notamment en France, ont commencé à construire des réseaux intégrant des groupes d'agriculteurs alternatifs. Dans d'autres pays, comme aux Pays-Bas, les ONG défient les grandes surfaces sur la question du respect des limites maximales de résidus (LMR).

Une inquiétude croissante concernant l'impact des pesticides : analyse du débat public

Résumé

Les différentes Organisations Non-Gouvernementales (ONG) n'ont pas exactement la même position sur la question des pesticides, mais globalement ils partagent le même point de vue sur les différents aspects du débat et réclament un ensemble de mesures cohérentes.

Les ONG concernées par la santé publique sont les nouveaux venus dans ce débat. En soulignant la méconnaissance de l'impact des effets cumulés à long terme des pesticides non seulement sur la santé des agriculteurs, mais également sur celle des populations habitant à proximité des champs traités et celle des consommateurs, ils contribuent à étendre le débat à l'ensemble de la population.

Se faisant, les ONG placent les politiques dans une situation délicate en les forçant à prendre leurs responsabilités sur la question de la santé des agriculteurs et celle de la population en générale.

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Jan Buurma LEI Wageningen UR, Postbus 29703,
2502 LS Den Haag, Pays-Bas.
Téléphone : 00 31 70 3358330.
E-mail : jan.buurma@wur.nl

A propos d'ENDURE

ENDURE est le Réseau Européen pour l'Exploitation Durable et la Protection des Cultures. ENDURE est un Réseau d'excellence (NoE) servant deux objectifs clés: restructurer la recherche européenne sur les produits de protection des cultures, développer de nouvelles pratiques d'utilisation, et établir ENDURE en tant qu'un leader mondial du développement et de la mise en œuvre de stratégies pour la lutte antiparasitaire durable, grâce à:

- > La création d'une communauté de recherche sur la protection durable des cultures
- > Un choix étendu de solutions à court terme proposé aux utilisateurs.
- > Une approche holistique de la lutte antiparasitaire durable.
- > La prise en compte et l'accompagnement des évolutions en matière de réglementation de la protection des plantes.

18 organisations dans 10 pays européens participent au programme ENDURE depuis quatre ans (2007-2010). ENDURE est financé par le 6ème Programme-cadre de la Commission Européenne, priorité 5 : qualité et sécurité alimentaire.

Site internet et Centre d'Information ENDURE : www.endure-network.eu

Cette publication est subventionnée par l'UE (Projet numéro : 031499), dans le cadre du 6ème programme-cadre, et est référencée sous le titre : ENDURE Considérations Sociales liées à la Protection des Cultures Guide Numéro 3 (French) - Une inquiétude croissante concernant l'impact des pesticides : analyse du débat public, publié en Octobre 2010.

© Photos, from top to bottom: A.S. Walker; INRA, C. Slagmulder; JKI, B. Hommel; Agroscope ART; SZIE; INRA, N. Bertrand; Vitropic; INRA. F. Carreras : JKI. B. Hommel; INRA. J. Weber; INRA. J.F. Picard; JKI. B. Hommel

